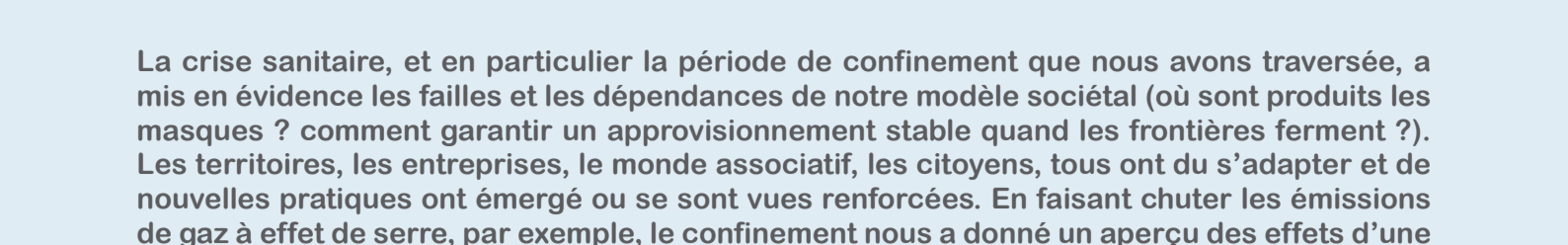


# Terres d'Échos #22

## LA LETTRE DE CITOYENS & TERRITOIRES GRAND EST

### - Juillet/Août 2020 -



La crise sanitaire, et en particulier la période de confinement que nous avons traversée, a mis en évidence les failles et les dépendances de notre modèle sociétal (où sont produits les masques ? comment garantir un approvisionnement stable quand les frontières ferment ?). Les territoires, les entreprises, le monde associatif, les citoyens, tous ont dû s'adapter et de nouvelles pratiques ont émergé ou se sont vues renforcées. En faisant chuter les émissions de gaz à effet de serre, par exemple, le confinement nous a donné un aperçu des effets d'une transition écologique accélérée. Solidarités, réduction de l'usage de la voiture, production alimentaire locale, comment peut-on s'appuyer sur les enseignements de la crise pour éviter que tout reparte « comme avant » ?

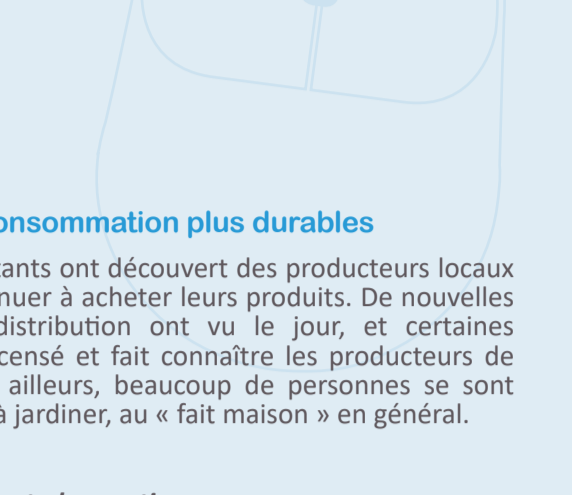
## TRANSITION ÉCOLOGIQUE : REBONDIR SUR LES EFFETS DU CONFINEMENT

Bien que dramatique sur les plans économique et sanitaires, la crise liée au COVID-19 peut être vue aussi comme une opportunité offerte aux territoires pour accélérer la transition écologique.

En effet, après plusieurs semaines de confinement, la qualité de l'air s'est améliorée, la nature a repris ses aises, et les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de près de 6%. Ce sont les conséquences de la mise à l'arrêt forcé de la vie économique et sociale.

En même temps, de nouvelles pratiques individuelles et collectives sont apparues : beaucoup de citoyens sont devenus plus autonomes – remise en culture des potagers, boom du « fait-maison » –, plus solidaires – aide aux agriculteurs locaux, assistance aux personnes fragiles pour limiter les déplacements –, ont découvert le télétravail... avec également des conséquences positives à court terme sur la transition écologique.

Faire durer ce « coup de pouce » à la transition écologique est devenu un véritable enjeu pour les territoires. Une vingtaine d'acteurs locaux ont participé au webinaire organisé le 15 mai dernier par Citoyens & Territoires sur le (dé)confinement et la transition écologique et ont partagé leurs observations et leurs idées sur cette question.



### Des modes de consommation plus durables

De nombreux habitants ont découvert des producteurs locaux et souhaitent continuer à acheter leurs produits. De nouvelles organisations de distribution ont vu le jour, et certaines collectivités ont recensé et fait connaître les producteurs de leur territoire. Par ailleurs, beaucoup de personnes se sont remises à cuisiner, à jardiner, au « fait maison » en général.

#### Quelques exemples et observations :

- La Communauté de communes du Saintois a communiqué sur l'existence des producteurs locaux
- Dans le Pays de Bitche, des producteurs locaux ont mis en place un drive fermier, avec le soutien de la Chambre d'Agriculture
- Un groupement d'achats de produits locaux du Nord de la Lorraine a été complètement débordé, en plus du dépassement des capacités de production, les producteurs ont eu des difficultés d'approvisionnement en emballages. Ils ambitionnent de garder 10 à 20% de la nouvelle clientèle
- Une enquête sur la consommation de produits locaux menée par la Communauté de communes de Bouzonville - Trois Frontières pendant le confinement a révélé que 4 répondeurs sur 10 consomment des produits locaux depuis moins de 3 mois et que 90% d'entre eux souhaitent continuer.

Avec le retour à une vie quotidienne « normale » et la reprise économique, les habitants ont moins de temps et le risque est grand d'assister au retour des anciennes habitudes de consommation. Il sera nécessaire de mener des actions d'accompagnement aux changements individuels de comportements individuels dans les territoires en matière de consommation et d'environnement.

### Le renforcement des liens sociaux

Dans beaucoup de communes, des actions de solidarité ont été organisées pour venir en aide aux plus fragiles (personnes âgées, isolées,...), initiées par les collectivités, des associations ou des citoyens. Par exemple, la commune de Sarreguemines a mis en place une page Facebook avec un groupe d'entraide des habitants. La commune de Belleray est venue en aide aux personnes âgées en leur proposant de faire leurs courses, en les aidant pour la gestion de leurs papiers,... D'une manière générale, le manque de contact humain lié au confinement a fait prendre conscience à beaucoup de personnes que le lien social est essentiel et précieux. Faire perdurer les initiatives solidaires observées pendant le confinement est un véritable défi pour beaucoup de territoires.



### Travailler autrement

L'organisation dans l'urgence du télétravail par de nombreuses entreprises et collectivités a permis l'expérimentation de nouvelles pratiques et la découverte des avantages qui en découlent. Le télétravail devient plus que jamais un enjeu d'attractivité des territoires ruraux, qui passe notamment par la création de tiers-lieux. Les acteurs locaux devront néanmoins être attentifs à plusieurs points : prendre en compte la pollution liée à l'usage du numérique (émission de gaz à effets de serre) et donc penser à comparer les coûts environnementaux déplacements/télétravail ; veiller à ne pas créer d'inégalités, certaines personnes ayant un métier permettant le télétravail et d'autres non ; attention à la délocalisation des métiers intellectuels ; ne pas s'appuyer sur le développement du télétravail pour encourager le passage à la 5G, avec ses conséquences environnementales.

## POINT DE VUE

### AGRICULTURE, ALIMENTATION : VERS DE NOUVEAUX MODÈLES ?

La crise du COVID19 a clairement posé la question de notre souveraineté alimentaire. Agriculteurs, transformateurs, la profession agricole a été bouleversée mais elle a su s'adapter et entrevoit déjà des pistes nouvelles pour les temps à venir. Pour autant elle ne pourra rien sans volonté politique ni un pacte citoyen clair. Le point avec Laurent ROUYER, président de la chambre d'agriculture de Meurthe et Moselle, secrétaire général adjoint de la chambre régionale Grand Est et administrateur de Citoyens & Territoires.



Laurent ROUYER

#### Comment la profession agricole a-t-elle vécu cette crise ?

Les agriculteurs ont pu continuer leur activité, c'était l'objectif premier. Dès la première semaine de confinement, nous avons recensé les besoins, notamment vis-à-vis des circuits courts de distribution. Par exemple, avec les syndicats agricoles et l'Association des maîtres de Meurthe et Moselle, nous avons travaillé aux conditions techniques d'ouverture des marchés. Certains ont ainsi pu rouvrir rapidement.

Durant cette période, on a constaté de gros bouleversements dans les modes de consommation. Les gens se sont rués sur le lait, les œufs, la viande. Il y a eu une déprise des rayons traditionnels et un développement des produits sous vide. De même pour les fromages, l'AOP a été boudée. Concernant la commercialisation des agneaux (au moment de Pâques) nous avons, au niveau régional, incité les grandes surfaces à mettre du « made in France » dans les rayons et cela a plutôt bien fonctionné. Nous avons également trouvé un opérateur capable de faire du stock. Tous les agneaux ont ainsi pu être pris en charge et il n'y a pas eu d'effondrement de la filière. D'autres productions ont souffert, particulièrement le vin et la bière, à l'échelle nationale (rassemblements familiaux impossibles, restaurants fermés...).

#### Quels points positifs en retenir malgré tout ?

Les agriculteurs ont été considérés autrement par la société civile durant la période de confinement. Il faut que l'on capitalise cela et que l'on sensibilise le consommateur sur la souveraineté alimentaire nationale. On a de fait très peu de stocks et les rayons des supermarchés peuvent vite être vides ! Par ailleurs, durant la crise, les professionnels ont su faire preuve d'intelligence collective et d'innovation sur la production et la transformation, tous secteurs d'activités confondus. C'est une vraie force et un socle pour continuer d'aller de l'avant.

#### Par la force des choses, les circuits courts perdurent se sont développés. Est-ce une tendance qui va perdurer ?

Oui, étant limité dans ses déplacements, le consommateur est revenu au local, à la ferme, dans les commerces ou circuits de distribution de grande proximité. Pour certaines personnes, c'était aussi le moyen d'avoir des contacts humains. Pour autant, je ne suis pas convaincu que cela perdure au-delà de la crise. C'est en fait très difficile à mesurer et à anticiper. Par contre, nous restons bien sûr en veille pour mesurer les évolutions du marché.

En Meurthe et Moselle, la vente en « Be-to-be », du producteur au consommateur, est bien organisée mais elle ne représente pas un gros volume. D'autres opérateurs, dont les grandes surfaces, s'intéressent plus qu'avant aux productions de proximité, avec une répartition de la marge équitable. Ce mouvement était déjà engagé dans certaines filières avant le COVID19 et il se renforce depuis. C'est une bonne chose car cela concerne des gros volumes. Pour moi, cela fait pleinement partie des circuits courts.

#### Le système productif de polyculture-élevage est-il remis en cause ?

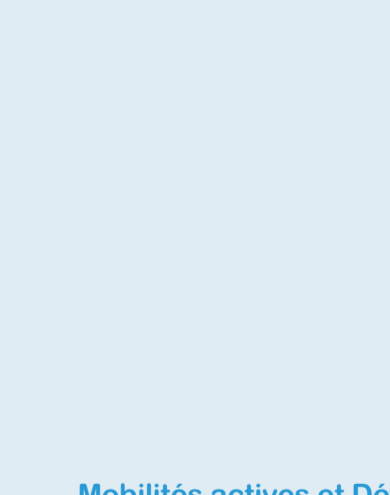
La crise sanitaire et celles plus ancrées du modèle économique et du climat mettent à mal notre modèle basé sur la polyculture-élevage, en Meurthe et Moselle. Il nous faut trouver de nouveaux systèmes équitables et viables de distribution. Cela passera par des engagements politiques forts : par exemple sur l'approvisionnement local pour la restauration hors domicile, qui représente des gros volumes. Les agriculteurs sont prêts à évoluer. En s'organisant bien, on peut tout à fait garantir des repas de qualité et peu chers dans les cantines. Nous y travaillons d'ailleurs avec le Conseil Départemental. Ce dont les agriculteurs ont besoin c'est de la sécurité de l'écoulement des produits et des prix dans la durée. De ce fait, le modèle de polyculture-élevage peut tout à fait perdurer. Culturellement on est prêts à évoluer.

#### Quel est votre état d'esprit et celui de la profession aujourd'hui ?

L'état d'esprit est plutôt morose actuellement. Les épisodes de pluie et le coup de froid derrière ont un impact sur les cultures fourragères et céréalières. Les cours de céréales et du lait sont tendus et aléatoires pour la viande.

Nous sommes en attente de signaux de la part de nos politiques. Nous avons des outils, nous avons beaucoup travaillé sur la loi EGALIM, maintenant il faut vraiment l'appliquer ! C'est une question de courage politique. Il nous faut des signaux clairs de la société aussi. Pendant le COVID la profession avait le vent en poupe et on revient désormais sur l'« agri-bashing »... Le pacte citoyen doit être clair et durable. Rappelons que l'agriculture porte des enjeux de souveraineté alimentaire, d'équilibre des territoires, de protection de l'environnement. Dans 10 ans, 30% de la profession agricole sera en retraite. Il est important de redonner de l'attractivité à ces métiers essentiels.

## L'ÉCHO DES RÉSEAUX



### Vélo et Mobilités Actives Grand Est

L'association Vélo et Mobilités Actives Grand Est (VMA Grand Est) intervient au niveau régional sur les déplacements au quotidien, les loisirs actifs et le tourisme à vélo : promotion de la pratique des mobilités actives (marche, vélo), développement des aménagements favorables à leur pratique, développement du réseau des véloroutes et voies vertes, intermodalité, santé, etc.

En lien avec les associations du Grand Est, VMA Grand Est souhaite améliorer les conditions de déplacements quotidiens, de randonnée et de promenades en famille, pour permettre à tous de rouler en sécurité.

L'association participe aux réunions et aux études de définition des projets afin de faire prendre en compte les attentes des utilisateurs, en apportant un regard pratique sur les aménagements. Elle intervient auprès des élus et des services des collectivités, Région, départements, intercommunalités, pour engager une dynamique autour de ces projets. Son action s'inscrit dans le cadre du Plan Régional Santé-Environnement.

L'association mène également des actions de sensibilisation et d'information auprès des habitants pour qu'ils modifient leurs habitudes de déplacement et adoptent les mobilités actives, ou encore qu'ils découvrent le Grand Est sous un autre angle.

L'Association Vélo et Mobilités Actives Grand Est est adhérente à la Fédération des Usagers de la Bicyclette (FUB) qui agit pour le vélo au quotidien. Elle est aussi la Délégation Régionale de l'Association Française pour le développement des Véloroutes et Voies Vertes (AF3V) qui œuvre au développement du réseau national de véloroutes.

#### Mobilités actives et Défi « J'y vais »

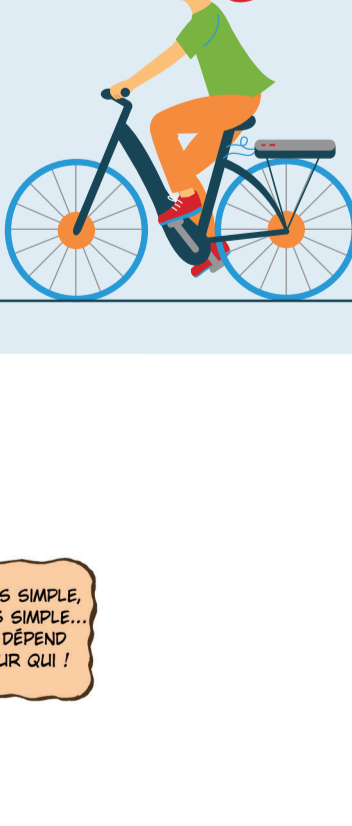
L'association VMA Grand Est et 24 territoires partenaires de la région organisent le défi « J'y vais ! ». Le but du défi est de mobiliser durant deux semaines un maximum de personnes pour se rendre au boulot (ou à l'école) à vélo ou par des modes de déplacement alternatifs à l'automobile. L'objectif est de pérenniser ces changements de comportement vers une mobilité durable.

En 2020, le défi « J'y vais ! » aura lieu du 14 au 27 septembre, durant la Semaine Européenne de la Mobilité (16 au 22 septembre).

Le contexte actuel témoigne plus que jamais de l'importance des mobilités actives.

Soutenu par l'ADEME, ce défi a pour ambition de s'étendre sur l'ensemble de la région Grand-Est dans les années à venir. Il a pour enjeu de sensibiliser à réduire l'empreinte carbone de nos déplacements, de contribuer à lutter contre le réchauffement climatique et à améliorer la qualité de l'air.

Retrouvez toutes les informations du défi sur <https://defi-jyvais.fr>



### À LIRE, À ÉCOUTER

L'économie de la vie, par Jacques Attali

Jacques Attali nous invite à passer d'une économie de survie à « l'économie de la vie », son dernier livre, où il tire les enseignements de la pandémie.

Profitez de l'été pour philosopher sur ce qui vient, avec Dominique Bourg, Cynthia Fleury et Edgar Marin en réécoulant ces deux émissions :

